

L'Italie a une position beaucoup plus ouverte que la France en matière de respect de la diversité linguistique et de soutien aux langues « minoritaires ».

La promotion de la diversité linguistique en Italie

Giovanni Agresti

ENTRE LA CONSTITUTION ET LA LOI, UNE LONGUE ATTENTE...

Le cadre juridique concernant la sauvegarde de la diversité linguistique d'Italie s'est bâti en même temps que la République : la Constitution approuvée le 22 décembre 1947 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1948 se démarque nettement de la politique fasciste à l'égard des minorités ethniques ; elle exprime une double exigence :

- celle de l'égalité de la dignité et des droits de tous les citoyens : « Tous les citoyens ont une même dignité sociale et sont égaux devant la loi sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinions politiques, de conditions personnelles et sociales » ;
- celle de la protection des groupes minoritaires : « La République protège par des mesures convenables les minorités linguistiques » (art. 6).

Malgré cette reconnaissance constitutionnelle, ce n'est qu'en 1991 que la Chambre des députés approuvera une proposition de loi concernant un ensemble de minorités linguistiques d'Italie (« proposition Labriola »). Cette proposition

reprend les termes de l'art. 6 de la Constitution en faisant référence dans son intitulé aux *minorités* linguistiques, mais son principal objet est la protection de *la langue et de la culture* des groupes minoritaires ; elle n'est cependant jamais entrée en vigueur du fait de la chute du gouvernement, ce qui a empêché son approbation par le Sénat.

LA LOI DU 15 DÉCEMBRE 1999

La proposition Labriola a néanmoins eu le mérite de préparer le terrain au texte actuellement en application, la loi 482 du 15 décembre 1999¹. Celle-ci comporte deux innovations importantes :

- la définition des minorités linguistiques concernées : ne sont incluses dans le champ de la loi que celles qui sont « historiques ». Il s'agit donc des minorités anciennement établies et dans un territoire précis ; sont ainsi exclus les Sinti et les Roms, dont des communautés sont pourtant établies en Italie depuis plus de six siècles (dans les Abruzzes en particulier, ce qui constitue bien un ancrage territorial...)

¹ Norme in materia di tutela delle minoranze linguistiche storiche, suivie par son *Regolamento di attuazione*. Voir ces textes dans la page consacrée à l'Italie du site www.portal-lem.com

- le statut des diverses langues d'Italie : « 1) La langue officielle de la République est l'italien. 2) La République, qui valorise le patrimoine linguistique et culturel de la langue italienne, fait la promotion et la valorisation des langues et des cultures protégées par la présente loi ».

La loi 482 dispose en outre :

- qu'aucune action de sauvegarde linguistique n'est entamée sans la volonté « d'au moins 15% des citoyens inscrits sur les listes électorales et résidant dans ces mêmes municipalités, ou d'un tiers des conseillers municipaux des ces mêmes municipalités » (principe de *volonté publique*) ;

- que les actions doivent être entreprises non seulement au niveau municipal, mais également au niveau départemental ou régional, selon la distribution des minorités sur le territoire (principe d'*implication des collectivités locales*) ;

- que sont concernées non seulement l'éducation (de la maternelle jusqu'au collège, où la langue minoritaire peut être, à côté de l'italien, à la fois langue enseignée et d'enseignement, jusqu'à la formation des adultes et des formateurs) mais également, sous de strictes conditions, les activités administratives des collectivités locales ainsi que les services publics, sans toucher pour autant au caractère exclusivement officiel de l'italien (principe d'*implication de plusieurs sphères de la vie sociale*).

La loi encourage enfin la création d'instituts de langue et culture au niveau régional et départemental et la coopération, sous l'autorité du ministère des Affaires étrangères, avec les États qui ont des communautés italophones sur leur territoire, sous réserve de conditions de réciprocité.

La récupération et la valorisation de la langue grica

Nous sommes dans la péninsule de Salente (dans la région des Pouilles). Ici, des siècles durant, la minorité gricophone a été associée aux classes sociales inférieures et la langue a fini par être presque complètement abandonnée, rejetée par ses locuteurs. Or, c'est justement grâce à la loi 482 que cette tendance a été inversée, ou plus exactement que l'inversion de cette tendance a été fortement accélérée.

En effet, les onze communes gricophones (la « Grecia salentina ») s'étaient déjà unies en un « Consortium » pour travailler ensemble (et en collaboration avec les autres collectivités locales, les associations culturelles, l'Université, etc.) à la protection et à la promotion de la langue et de la culture grica. Parmi les initiatives les plus remarquables, le projet européen Interreg II Italie-Grèce a favorisé des échanges au niveau économique et culturel entre les administrations locales italiennes et grecques. Rien qu'en 2002, « l'Union des Communes de la Grecia Salentina pour la valorisation de la langue et de la culture grica de la péninsule de Salente » a réalisé :

- la possibilité, au niveau des administrations locales, d'utiliser le grico ;

- l'institution de *Sportelli linguistici* (« Bureaux linguistiques ») afin de garantir aux citoyens la possibilité d'utiliser le grico dans toute la Grecia. Le *Sportello* central s'occupe également de l'organisation d'événements culturels, dont la célèbre *Notte della Taranta*, un très important festival de musique et danse populaires (200 000 spectateurs en 2006, dont nombre d'étrangers). Ces *Sportelli* sont dotés d'interprètes, d'experts de langue grica, d'opérateurs culturels et d'informaticiens ;

- la stipulation de conventions avec plusieurs sociétés locales de télécommunication pour la préparation d'émissions radiophoniques et télévisées en grico, dont un journal télévisé bilingue ;

- l'institution d'une chaire de langue et culture grica à l'Université de Lecce ;

- l'institution des Archives biographiques de la Grecia Salentina (catalogage d'interviews, de conversations, de documents historiques divers portant sur la langue et la culture grica) ;

- la mise en ligne du site officiel de l'Union des Communes www.greciasalentina.org

Toutes ces actions ont changé la perception du grico qui est aujourd'hui considéré par une partie significative de la population comme un code de prestige, une véritable richesse culturelle. Sur cette base, il est possible d'envisager une transmission efficace de la langue.

L'expérience de la commune de Faeto

La commune de Faeto (Foggia) est l'un des deux îlots francoprovençaux des Pouilles (l'autre est Celle di San Vito). Elle est située au nord-ouest par rapport à la Grecia et dans un contexte géographique bien différent, loin de la mer et à la montagne (avec ses 866 mètres, c'est la commune la plus haute de la région). C'est un village de quelques 800 habitants, où le faetano jouit, depuis l'entrée en vigueur de la loi 482, d'un certain prestige.

Il s'agit d'une langue entièrement dépourvue de tradition écrite. La municipalité de Faeto, soutenue par la nouvelle loi (pour 300 000 euros en quatre ans), a réalisé la normalisation de la langue, créé un Sportello linguistico (cinq opérateurs et un coordinateur). Plusieurs publications ont vu le jour : une grammaire et un dictionnaire francoprovençal-italien-francoprovençal, un périodique (*Il Provenzale*), des textes littéraires utilisés à l'école maternelle et élémentaire où l'on enseigne le faetano et où il existe des cours en faetano à côté de l'italien.

Ces initiatives ont mobilisé l'ensemble de la communauté linguistique, les jeunes aussi bien que les vieux, et permis une meilleure prise de conscience linguistico-culturelle. La recherche linguistique, doublée d'un engouement populaire, dont témoigne aussi le succès du concours littéraire « Giuseppe La Nave », est ainsi devenue un fait social.

Si la force des communes de la Grecia salentina réside dans leur cohésion, les partenariats économiques transfrontaliers et le volet du tourisme culturel, c'est plutôt la volonté d'accorder langue, productions gastronomiques locales, biodiversité et développement durable qui est en train de faire de Faeto un véritable laboratoire de développement local d'avant-garde. En 2009, les Troisièmes Journées des Droits Linguistiques, conférence permanente organisée par l'Université de Teramo et patronnée par le Conseil de l'Europe, se dérouleront à Faeto et Celle di San Vito, ainsi que le 1^{er} Festival des Littératures en langues minoritaires d'Europe et de la Méditerranée.

² Francesco De Renzo, « La nouvelle loi et les minorités linguistiques en Italie », in Henri Giordan & Tangi Louarn (éds), *Les langues régionales ou minoritaires dans la République*, IEO, Castres, 2003, p. 69-78.

L'État consacre au travers de cette loi de l'ordre de 8 à 10 millions d'euros aux actions qu'elle promet, une somme jugée importante par certains, très insuffisante par d'autres. Le financement public est actuellement en régression, au prétexte que

c'est surtout au début de la mise en œuvre des stratégies de sauvegarde des langues minoritaires que les collectivités ont le plus besoin d'argent.

UN BILAN POSITIF

Près de dix ans après son entrée en vigueur, la loi 482 a fait l'objet d'analyses qui permettent d'en relever quelques conséquences majeures. Il apparaît très clairement que ce texte n'est pas que l'application tardive d'un principe constitutionnel, mais qu'il constitue une réponse appropriée des institutions à une demande diffuse de langue, à une « vitalité retrouvée »² qui avait déjà produit des résultats considérables dans les différents contextes allophones d'Italie. Il n'est pas possible de passer en revue tous les « chantiers » actuellement ouverts, de la Sardaigne aux vallées occitanes du Piémont, des îlots linguistiques *arbëresh* du Sud de l'Italie aux Ladins du Nord, etc. Ainsi nous bornerons-nous à l'analyse de deux exemples que nous estimons tout particulièrement intéressants pour mesurer l'impact de la loi. Ils sont développés dans les deux encarts.

Les expériences de la Grecia salentina et de Faeto témoignent d'une remarquable vitalité, valorisée très concrètement par la loi 482 en ce qu'elle prend en compte une pluralité de conditions et d'aspects de la vie des langues et des communautés et non seulement la langue en soi ou son enseignement. Cette ampleur du rôle de la loi constitue sans doute son plus grand mérite. L'autre est, à notre sens, le fait de confier aux collectivités locales la responsabilité d'organiser elles-mêmes les actions de promotion des différentes langues – ce qui ne va

évidemment pas sans problèmes ou excès : on a pu notamment dénoncer la « course à l'autodétermination minoritaire », à savoir l'opportunisme de quelques municipalités qui se sont fabriquées une identité allophone en vérité douteuse ou fautive pour recevoir des subventions de l'État.

Cela dit, ces excès eux-mêmes contribuent à nourrir un débat où chaque acteur est tenu à s'engager. Ainsi, si les municipalités doivent en général faire davantage référence à la communauté scientifique, celle-ci devra non seulement accorder ou refuser le label de « minorité linguistique » à telle ou telle autre commune, faire de la recherche sur le terrain, etc., mais sera stimulée pour inventer des actions pluridisciplinaires favorisant le développement des territoires concernés.

UNE INDISPENSABLE ÉVOLUTION À VENIR

Dans la liste des langues visées par la loi 482, nous avons déjà souligné

Œuvres récentes de Giovanni Agresti

Giovanni & Rosati Agresti, *Les droits linguistiques en Europe et ailleurs* Francesca (éds), 2008.

Giovanni Agresti (éd), *De la crispation à la conciliation ? Contributions pour la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires par la France*. Aracne, Rome, 2007.

Giovanni Agresti, *Parcours linguistiques et culturels en Occitanie. Enjeux et avatars d'une langue-culture minoritaire contemporaine*. Aracne, Rome, 2006.



D.R.

l'absence, scandaleuse et incohérente, de la langue romani. Plus généralement cette loi ne traite, nous l'avons vu, que des minorités territorialisées *historiques*. Il est sans doute difficile qu'une seule et même loi puisse traiter des questions relatives aux minorités historiques territorialisées, aux minorités historiques dépourvues de territoire et aux « nouvelles » minorités : il faudra donc, en accord avec le principe constitutionnel, élargir le cadre législatif de la protection.

Pour entamer cet élargissement, et en revenant justement à l'esprit et à la lettre de la Constitution, il est nécessaire de clarifier la notion même de « minorité linguistique », tantôt à dominante ethnique, tantôt à dominante linguistico-culturelle. Une telle clarification permettrait, en mettant de l'ordre et en atténuant par là le conflit idéologique, de mieux ventiler les actions en faveur des patrimoines linguistiques en danger et de mieux garantir, par ailleurs, le respect des identités culturelles et du droit à la différence des groupes ethniques minoritaires, de plus en plus présents en Italie. ☉